



## CHAPITRE 83

Loi modifiant la charte de la cité de Verdun

[Sanctionnée le 29 mars 1950]

Préambule.

**A**TTENDU que la cité de Verdun a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la cité et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 7 Édouard VII, chapitre 73, et les lois qui la modifient, soit de nouveau modifiée; et

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Évaluation de certains immeubles.

**1.** A compter du 19 mars 1950 l'évaluation totale des immeubles que la cité de Montréal possède ou possédera dans la cité de Verdun, est fixée à un million cent vingt-cinq mille dollars, pour déterminer le montant des taxes municipales que la cité de Montréal devra payer à la cité de Verdun et pour toutes autres fins quelconques; et ladite cité paiera, chaque année, à ladite cité de Verdun, à la date du paiement des taxes générales de la dite cité, la somme de un dollar et trente-cinq centins par cent dollars d'évaluation. Ce paiement tient lieu, à titre de commutation, de toute taxe et contribution foncière, cotisation, répartition annuelle ou spéciale, ainsi que de toute taxe ou prix de l'eau que la cité de Verdun peut autrement imposer à ladite cité de Montréal.

## CHAPTER 83

An Act to amend the charter of the city of Verdun

[Assented to, the 29th of March, 1950]

Preamble.

**W**HEREAS the city of Verdun has, by its petition, represented that it is in the interest of the city and necessary for the proper administration of its affairs, that its charter, the act 7 Edward VII, chapter 73, and the acts amending it, be further amended; and

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Valuation of certain immovables.

**1.** From and after the 19th of March, 1950, the total valuation of the immovables possessed or to be possessed by the city of Montreal, in the city of Verdun, is fixed at one million one hundred and twenty-five thousand dollars for determining the amount of municipal taxes which the city of Montreal shall pay to the city of Verdun and for all other purposes whatsoever; and the said city shall pay, every year, to the said city of Verdun, on the date when the annual general taxes of the said city are paid, the sum of one dollar and thirty-five cents per hundred dollars of valuation. Such payments shall replace, as commutation, all taxes and contributions on immovables, assessments, annual or special apportionments as well as all taxes or water-rates which the said city of Verdun may otherwise impose on the said city of Montreal.

Durée.	Cette commutation aura force et effet pour une période de cinq ans et s'appliquera aux taxes qui deviendront dues durant cette période.	Such commutations shall have force and effect for a period of five years and shall apply to taxes becoming due during such period.	Duration
Frais scolaires.	Pour les fins scolaires, l'évaluation desdits immeubles, durant ladite période, est fixée à un million cent vingt-cinq mille dollars.	For school purposes, the valuation of the said immoveables, during the said period, is fixed at one million one hundred and twenty-five thousand dollars.	School purposes.
Contrat continué.	2. Le contrat passé le 16 mars 1932 devant Me Jean Baudouin, N.P., entre la cité de Montréal et la cité de Verdun, pour la fourniture de l'eau, est continué pour cinq autres années.	2. The contract entered into on the 16th of March, 1932, before Jean Baudouin, Notary Public, between the city of Montreal and the city of Verdun, for the supply of water, is continued for five more years.	Contract continued.
1928, c. 98, a. 1, remp.	3. L'article 1 de la loi 18 George V, chapitre 98, remplacé par l'article 7 de la loi 21 George V, chapitre 127, modifié par l'article 4 de la loi 23 George V, chapitre 124 et remplacé par l'article 1 de la loi 2 George VI, chapitre 107, par l'article 9 de la loi 7 George VI, chapitre 55 et par l'article 17 de la loi 8 George VI, chapitre 53 est de nouveau remplacé par le suivant:	3. Section 1 of the act 18 George V, chapter 98, replaced by section 7 of the act 21 George V, chapter 127, amended by section 4 of the act 23 George V, chapter 124 and replaced by section 1 of the act 2 George VI, chapter 107, by section 9 of the act 7 George VI, chapter 55 and by section 17 of the act 8 George VI chapter 53, is again replaced by the following:	1928, c. 98, s. 1, replaced.
Travaux autorisés.	"1. Sur requête signée par les propriétaires représentant au moins la moitié des terrains longeant une rue ou une ruelle, et approuvée par la Commission métropolitaine de Montréal et par le ministre des affaires municipales, la cité est autorisée à faire sur sa propriété tous les travaux permanents tels que trottoirs, égouts, pavages, aqueducs et leurs raccordements et autres travaux dits permanents et à emprunter, au besoin, les sommes d'argent nécessaires à ces fins.	"1. Upon petition, signed by the proprietors representing at least one-half of the land bordering on a street or lane and approved by the Montreal Metropolitan Commission and by the Minister of Municipal Affairs, the city is authorized to do, on its property, all permanent works, such as sidewalks, sewers, paving, aqueducts and their connections and other so-called permanent works, and to borrow, as may be necessary, the amounts for such purposes.	Works authorized.
Lots angulaires.	Pour le calcul de la moitié des propriétés longeant une rue ou une ruelle, comme susdit, la partie exemptée des lots angulaires n'a pas d'effet à l'encontre de cette requête.	In computing the one-half of the properties bordering on a street or lane, as above stated, the exempted part of the corner lots shall not run counter to such petition.	Corner lots.
Coût.	Le coût de ces travaux et l'intérêt sur l'emprunt fait pour leur paiement ainsi que le coût et les déboursés encourus, en ce cas, pour la préparation des règlements et la négociation des emprunts, sont défrayés au moyen d'une cotisation spéciale, sur les propriétaires intéressés, en proportion de l'étendue de front de leurs propriétés, conformément aux règlements de la cité et aux termes de l'article 583 de	The costs of these works and the interest on the loan contracted for the payment thereof, as well as the costs and disbursements incurred, in such case, in the preparation of the by-laws and the negotiation of the loans, shall be paid by a special assessment on the interested proprietors, in proportion to the frontage of their properties in conformity with the by-laws of the city and under the terms of section	Cost.

la Loi des cités et villes, (Statuts refondus, 1941, chapitre 233).

Pouvoir  
d'em-  
prunt.

A cette fin, la cité est autorisée à emprunter tout l'argent nécessaire pour payer ces travaux.

Termes,  
etc.

Les termes de chacun de ces emprunts ne doivent pas excéder celui d'une cotisation spéciale prélevée pour les travaux qui font l'objet de cet emprunt, et l'intérêt ne doit pas excéder cinq pour cent par année.

Approba-  
tion.

Ces emprunts doivent être ordonnés par règlement du conseil de la cité, mais sans être soumis à l'approbation des contribuables, comme l'exigent les articles 581 et suivants de ladite Loi des cités et villes, mais ils doivent être approuvés par la Commission métropolitaine de Montréal et par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Obliga-  
tions, etc.

Ils doivent être faits au moyen d'une émission d'obligations (debentures) ou d'actions enregistrées, émises conformément aux dispositions de la charte de la cité, ou, à défaut de disposition à ce sujet dans la charte, conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes.

Contenu  
du règle-  
ment.

Tout règlement ordonnant un semblable emprunt doit, dans chaque cas, spécifier clairement l'objet de cet emprunt, et aucun règlement de cette nature n'est adopté par le conseil de la cité, sans qu'il ait obtenu de l'ingénieur de la cité une déclaration écrite, sous serment d'office, attestant le coût total des travaux nécessitant tel emprunt, et que les travaux ont été complètement exécutés.

Amortis-  
sement.

La cotisation spéciale, prélevée sur les propriétaires intéressés pour les travaux permanents faits en vertu de cette section, constitue un fonds d'amortissement qui doit être exclusivement appliqué au paiement de l'intérêt sur les obligations ou les actions enregistrées, émises pour le paiement de ces travaux, et au rachat de ces obligations et de ces actions enregistrées, à leur échéance, et ces intérêts et fonds d'amortissement resteront néanmoins une charge sur le fonds général de la cité.

Emprunts  
temporai-  
res.

La cité est autorisée à emprunter d'une banque ou de la Commission métropolitaine de Montréal, les deniers nécessaires à l'exécution de ces travaux. Cet emprunt doit être remboursé à la banque

583 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233).

For this purpose, the city is authorized, to borrow all the necessary money to pay for these works.

Borrow-  
ing  
power.

The terms of each of such loans shall not exceed that of a special assessment made for the works for which such loan is made; and the interest shall not exceed five per cent per annum.

Term,  
etc.

These loans shall be ordered by by-law of the city council, but without being submitted to the ratepayers for approval, as required by sections 581 and following of the said Cities and Towns' Act, but they must be approved by the Montreal Metropolitan Commission and by the Lieutenant-Governor in Council.

Approval.

They shall be made by means of an issue of bonds, debentures or registered stock issued in accordance with the provisions of the city charter, or, in default of provision on the subject in the charter, in accordance with the provisions of the Cities and Towns Act.

Deben-  
tures, etc.

Any by-law ordering such loan shall, in each case, clearly specify the object of such loan, and no by-law of this nature shall be adopted by the city council without having obtained from the city engineer a written declaration under his oath of office, attesting to the total cost of the works for which such loan is required, and that the works have been entirely executed.

Contents  
of by-  
law.

The special assessment, collected from the interested proprietors for the permanent works made under this section, shall constitute a sinking-fund to be applied exclusively to paying the interest on the debentures or registered stock issued for the payment of these works, and to redeem such debentures and registered stock at maturity, which said interest and sinking-fund shall nevertheless remain a charge against the general funds of the city.

Sinking-  
fund.

The city is authorized to borrow from the bank or from the Montreal Metropolitan Commission, the necessary money for the execution of these works. This loan shall be reimbursed to the bank or

Interim  
financing.

ou à la commission, avec le produit de la vente desdites obligations ou actions enregistrées.

Délai. Ces emprunts et la négociation de ces bons ou obligations doivent être faits dans l'année suivant le parachèvement de ces travaux."

S.R., c. 233, a. 426, am. pour la cité. 4. L'article 426 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233), modifié par les lois 12 George VI, chapitre 29, article 8 et 13 George VI, chapitre 60, article 4 est de nouveau modifié, pour la cité de Verdun, en remplaçant le dernier alinéa du paragraphe 1<sup>o</sup> par le suivant:

Modifica-  
tion par  
règle-  
ment. "Tout règlement adopté en vertu du présent paragraphe ne peut être modifié ou abrogé que par un autre règlement adopté par la majorité de tous les membres du conseil. Cependant, tel règlement devra au préalable être soumis aux propriétaires d'immeubles situés dans le territoire affecté, ce territoire devant être déterminé par résolution du conseil. Pour obtenir l'opinion des personnes ainsi intéressées, le greffier devra adresser, par maille recommandée à chacun des propriétaires, un questionnaire où sera clairement mentionné l'amendement ou l'abrogation de tel règlement. A tout événement, pour être abrogé ou modifié, il sera nécessaire qu'au moins un tiers des propriétaires du territoire ait exprimé son opinion et que la majorité de ceux qui expriment leur opinion ait décidé pour ou contre l'amendement ou l'abrogation du règlement."

1949, c. 78, a. 5, remp. 5. L'article 5 de la loi 13 George VI, chapitre 78, est remplacé par le suivant:

Travaux autorisés. "5. La cité est autorisée à exécuter le pavage permanent des ruelles suivantes sous l'autorité de la loi 8 George VI, chapitre 53, article 17, mais sans qu'il soit nécessaire d'obtenir une requête des propriétaires intéressés:

1. 4458-7, 4485-6.
2. 4454-2, 4442-5, 4442Pt à 4454 Pt, 4669-325, 495.
3. 3401-366, 381Pt. 359Pt.
4. 3402-108.
5. 3406-235.
6. 4459-4, 4460-5, 4484-4, 4483-5.

to the Commission with the proceeds of the sale of the bonds or debentures or registered stock.

These loans and the negotiation of these bonds or debentures shall be made within the year following the completion of the works."

R.S., c. 233, s. 426, am. for city. 4. Section 426 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233), amended by the acts 12 George VI, chapter 29, section 8 and 13 George VI, chapter 60, section 4, is again amended, for the city of Verdun, by replacing the last sub-paragraph of paragraph 1 by the following:

Amend-  
ment by  
by-law. "No by-law made under this paragraph may be amended or repealed except by another by-law passed by the majority of all the members of the council. However, such by-law shall first be submitted to the owners of immoveables situated in the territory concerned, such territory to be determined by resolution of the council. To obtain the opinion of the persons thus interested, the clerk shall address, by registered mail to each of the owners, a questionnaire in which the amendment or repeal of such by-law shall be clearly mentioned. In any event, to be repealed or amended, it shall be necessary that at least one-third of the owners of the territory has expressed its opinion and that the majority of those expressing their opinion has decided for or against the amendment or repeal of the by-law."

1949, c. 78, s. 5, re-  
placed. 5. Section 5 of the act 13 George VI, chapter 78, is replaced by the following:

Works authoriz-  
ed. "5. The city is authorized to make permanent paving works in the following lanes under the authority of the act 8 George VI, chapter 53, section 17, but without it being necessary to obtain a petition from the interested proprietors:

1. 4458-7, 4485-6.
2. 4454-2, 4442-5, 4442 Pt. to 4454Pt, 4669-325, 495.
3. 3401-366, 381Pt. 359Pt.
4. 3402-108.
5. 3406-235.
6. 4459-4, 4460-5, 4484-4, 4483-5.



7. 4680-237, 239-A.
8. 4676-39, 4677-36.
9. 3402-69, 88.
10. 4595-4, 4596-5, 4598-5, 4599-4, 4600-4, 4603-6, 13, 4610, 4614, 4615-27, 28.
11. 3401-395.
12. 4673-19, 52, 85.
13. 3401-28, 49, 69, 70, 82.
14. 4658Pt. à 4667Pt. 4669-284, 317.
15. 3406-260Pt. 265Pt.
16. 4305-4, 4306-5, 4307-4, 4308-4, 4309-5, 4310-6, 4311-5, 4312-3, 4327-13, 4328-6, 4329-9, 4330-5, 4331-4, 4332-4, 4333-5, 4334-4.
17. 4279-9, 4260-9.
18. 4366-6, et 8, 4367-4, 4368-4, 4391-4, 4392-4, 4393-7 et 9.
19. 4400Pt. 4401Pt. 4402Pt. 4403Pt. 4404-1 et 5, 4405-4, 4414-4, 4415-1 et 5, 4416Pt. 4417Pt. 4418Pt. 4419Pt.
20. 4553-1 et 3, 4554-3, 4555-3, 4556-3, 4557-2 et 3.
21. 4669-794 et 4218-1Pt.
22. 4669-887 et 4670-627.
23. 4670-1058.
24. 4671-523Pt. 549.
25. 4671-561, 562-1, 589-1, Pt. 1068-2, 4672-295.
26. 4672-34.
27. 4672-412Pt.
28. 4673-234Pt. 214Pt. 261Pt.
29. 4676-67, 4677-64.
30. 4679-678.
31. 4679-584.
32. 4679-470.
33. 4680-434.
34. 4680-723.
35. 4681-372, 362-2, 363-2, 364-2."

Entrée en vigueur. **6.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

7. 4680-237, 239-A.
8. 4676-39, 4677-36.
9. 3402-69, 88.
10. 4595-4, 4596-5, 4598-5, 4599-4, 4600-4, 4603-6, 13, 4610, 4614, 4615-27, 28.
11. 3401-395.
12. 4673-19, 52, 85.
13. 3401-28, 49, 69, 70, 82.
14. 4658Pt. to 4667Pt. 4669-284, 317.
15. 3406-260Pt. 265Pt.
16. 4305-4, 4306-5, 4307-4, 4308-4, 4309-5, 4310-6, 4311-5, 4312-3, 4327-13, 4328-6, 4329-9, 4330-5, 4331-4, 4332-4, 4333-5, 4334-4.
17. 4279-9, 4260-9.
18. 4366-6 and 8, 4367-4, 4368-4, 4391-4, 4392-4, 4393-7 and 9.
19. 4400Pt. 4401Pt. 4402Pt. 4403Pt. 4404-1 and 5, 4405-4, 4414-4, 4415-1 and 5, 4416Pt. 4417Pt. 4418Pt. 4419Pt.
20. 4553-1 and 3, 4554-3, 4555-3, 4556-3, 4557-2 and 3.
21. 4669-794 and 4218-1Pt.
22. 4669-887 and 4670-627.
23. 4670-1058.
24. 4671-523Pt. 549.
25. 4671-561, 562-1, 589-1, Pt. 1068-2, 4672-295.
26. 4672-34.
27. 4672-412Pt.
28. 4673-234Pt. 214Pt. 261Pt.
29. 4676-67, 4677-64.
30. 4679-678.
31. 4679-584.
32. 4679-470.
33. 4680-434.
34. 4680-723.
35. 4681-372, 362-2, 363-2, 364-2."

**6.** This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.